

CHU : Le conflit comme remède

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

9 août 2019

| Le problème reste entier

- *L'intersyndicale compte sur la publication de photos chocs sur les conditions de travail au CHU.*

La ligne de crédit accordée au CHU par le président de la République a été transformée en subvention. Le CHU ne remboursera pas les 20 millions d'euros. Autre annonce : les assurances devraient apporter à l'établissement jusqu'à 40 millions d'euros d'ici décembre 2019. Ces sommes ne seront pas déduites des subventions de l'État à venir. Ces informations ont été rendues publiques mardi 6 août dans une lettre adressée en réponse au courrier du président de Région Ary Chalus et de la présidente du Département, Josette Borel-Lincertin, par Agnès Buzyn et Annick Girardin, ministre de la Santé et ministre des Outre-mer. L'Agence régionale de santé (ARS) dans un communiqué du même jour a réitéré ces informations. Une bouffée d'oxygène dans un contexte de plus en plus compliqué. Dans le même communiqué, l'ARS annonce qu'une équipe sera dédiée à la planification et à l'organisation des approvisionnements. Comme si ces métiers n'existent pas déjà. Elle annonce un retour à l'équilibre du CHU courant 2020. Une déclaration stupéfiante. L'analyse ne convainc pas Gaby Clavier, leader de l'intersyndicale. « *Après avoir payé les anciennes dettes des fournisseurs, il faudra continuer à payer afin de ne pas en créer d'autres. La dette fournisseur était de 58 millions au 31 mai 2019. Le compte n'y est pas* ». Direction et intersyndicale posent pourtant le même diagnostic : le déficit du CHU évalué à 46 millions par an est structurel. La direction a fait les comptes. Il faudrait supprimer 1 109 emplois sur quatre ans afin de délester la structure de 61 millions d'euros de charges salariales.

Négocié sous pression

L'option à l'étude envisagerait plutôt de dégager 30 millions d'euros de

recettes supplémentaires et de supprimer trois cents emplois, d'ici quatre ans. Gaby Clavier estime que les départs à la retraite ne suffiront pas. Deux cents d'ici quatre ans. Le plan entraînera des licenciements. Inacceptable, selon le syndicaliste. Gaby Clavier préfère souligner les dépenses générées par l'incendie. Elles traduisent une situation exceptionnelle, qu'il faut traiter de façon exceptionnelle. Donc par un apport massif de moyens de l'État. Il cite la location des cliniques les Eaux claires et la polyclinique, celle de Palais Royal, les locations des blocs opératoires mobiles, des climatiseurs, les transports intersite, le gardiennage, etc. Au total, près de 20 millions d'euros qui alourdissent les charges du CHU. L'intersyndicale a déclaré refuser de négocier, alors que la direction du CHU a demandé au tribunal de faire lever les piquets de grève et dégager l'entrée de l'établissement. Un point de crispation supplémentaire.

| Conditions de travail : la population comme témoin

- *L'intersyndicale compte sur la publication de photos chocs sur les conditions de travail au CHU.*

Dans le conflit qui oppose l'intersyndicale d'une part à la direction du Centre hospitalier universitaire et son conseil de surveillance d'autre part, chacun devrait évertuer à déclarer par communiqué sa volonté de reprendre les négociations lundi 19 août. Au vrai, les deux parties n'ont rien cédé sur les conditions de la reprise des négociations. Le communiqué du conseil de surveillance exige « la libération de tous les accès du CHU et la participation à ces négociations d'une délégation de l'intersyndicale réduite à quinze unités ». Ce à quoi l'intersyndicale répond d'accord pour des négociations le 19 août « sans préalable aucun ». Autrement dit, l'intersyndicale maintient ses piquets de grève. Joint au téléphone Gaby Clavier a confirmé l'intention de l'intersyndicale de se rendre aux négociations lundi 19 août. Sans avoir libéré les accès du CHU. Parallèlement, l'intersyndicale a opté pour une nouvelle stratégie que nous a été exposée le syndicaliste. Il s'agit de réaliser un rapport sur le fonctionnement et l'état de l'ensemble des services du CHU, avec photos à l'appui. L'objectif est de les publier. « *La population pourra ainsi juger de*

la possibilité de travailler dans les conditions qui sont données au personnel du CHU. Ils pourront se faire aussi une idée claire des moyens ou plutôt de l'absence de moyens dévolus à la santé des Guadeloupéens », a déclaré Gaby Clavier.